



UNION SYNDICALE  
DE LA PSYCHIATRIE

52 rue Gallieni 92240 Malakoff  
tél. 01 46 57 85 85 – fax 01 46 57 08 60  
e-mail : uspsy@free.fr – site : www.uspsy.fr

## Communiqué de presse du 29 novembre 2005

### IL FAUT FAIRE CESSER LE CARNAGE, METTRE FIN À LA VIOLENCE D'ÉTAT QUI N'A DE CESSÉ DE DÉTRUIRE TOUS LES ACQUIS D'APRÈS GUERRE.

**Les services publics représentent un facteur de cohésion et de paix sociale, un filet de « sécurité sociale » réduisant les inégalités, les écarts. C'est un mode de redistribution des richesses atténuant la violence du marché.**

Au nom du bien commun, ils doivent garantir sur l'ensemble du Territoire, et dans l'égalité, le libre accès de tou(te)s les citoyen(ne)s aux droits fondamentaux et permettent de faire passer la satisfaction des besoins *sociaux* essentiels de la population avant les logiques de profits et de rentabilité financière.

**Du fond de leur bureau et parfois sur une simple ordonnance, nos Ministres sacrifient sur l'hôtel de l'OMC (organisation mondiale du commerce) la plupart de ces services.**

**La privatisation** n'est que le dernier recours, le couronnement, l'aboutissement d'une destruction systématique de l'intérieur, en introduisant la concurrence, en changeant les missions, en changeant les statuts des personnels (c'est-à-dire leur capacité à ne pas se soumettre, à faire respecter l'égalité d'accès).

Que fera un lycée dans un cadre concurrentiel où son budget dépendra des performances ? S'occuper des élèves en difficulté, accueillir tous les enfants du quartier ? Non, il admettra les plus favorisés, les plus performants ceux qui lui coûteront donc le moins cher.

Que fait la SNCF quand une ligne n'est pas très rentable ? Elle s'en désintéresse, baisse le nombre de cheminots, laissant les retards s'accumuler, jusqu'à ce que faute de voyageurs, elle puisse en justifier la fermeture sans que le rapport de force ne soit trop important. La lutte permet souvent d'éviter cela et du même coup d'éviter l'isolement de quelques milliers de citoyens.

Que fera, ou fait, l'hôpital quand son budget est lié à son niveau d'activité ? Il cherchera à être plus performant, il sélectionnera les activités les plus rentables et il sera tenté par la sélection des populations pour lesquelles cette activité sera la moins chère. Outre la casse de l'Assurance maladie qui limite l'accès aux soins des plus démunis, l'hôpital **n'a plus aucun intérêt à privilégier sa mission première, celle de l'accès aux soins partout et pour tous**. La liquidation du service public de santé a très largement commencé, là où l'hôpital est déjà ruiné, sa cession aux entreprises de santé a déjà commencé.

**La « réforme » HOPITAL 2007 facilite cette dégradation. Elle permet à terme, comme celle de la sécu, le profit pour les actionnaires et un surcoût pour le citoyen.**

**CAR CE QUI COUTE C'EST L'ABSENCE DE SOINS, LE RENONCEMENT AUX SOINS QU'IL SOIT LIÉ À LA CULPABILITÉ OU À L'HUMILIATION QUE CONSTITUE UNE DÉMARCHE SOCIALE.**

**SOUVENT, LA RÉSISTANCE SE POURSUIT, GRÂCE AUX ÉQUIPES, AUX MÉDECINS ET À LEUR STATUT, MAIS POUR COMBIEN DE TEMPS ?**

**L'offensive est sans précédents et vise à détruire la notion même de médecin hospitalier pour en faire un prestataire de service au plus grand bénéfice de l'entreprise. En attaquant le statut et la place du médecin à l'hôpital, en le soumettant au dictat gestionnaire, on lui demande de ne pas gêner la marche de l'entreprise par quelque chose que nos ministres ont depuis longtemps dépassé : la déontologie.**

**UNE PARTIE DU MESSAGE EST MOINS LISIBLE MAIS TOUT AUSSI EFFICACE. EN PARIANT SUR LA BAISSÉ D'ATTRACTIVITÉ DE LA CARRIÈRE PUBLIQUE, ET L'INACCEPTABLE RÉFORME DES RETRAITES EN FAIT PARTIE, LE GOUVERNEMENT CHERCHE CLAIREMENT À GÉNÉRER DES DYSFONCTIONNEMENTS DANS LES RÉGIONS PAUVRES ET POUR LES HOPITAUX PAUVRES ET À FAVORISER AINSI LES RESTRUCTURATIONS ET FUSIONS AU PROFIT DES ENTREPRISES DE SANTÉ.**

**Seule la mobilisation de tous, soignants et usagers, pourra permettre de stopper la liquidation progressive de notre système de soins. C'est dans cet esprit et dans la continuité des luttes déjà engagées que l'USP soutiendra et participera à toutes les luttes qui s'engagent pour la défense de ces acquis.**